

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-038-DEL			
Objet : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les travaux provisoires sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz			
Conseillers en exercice	23	Pour	17
Conseillers présents	15	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin 2022 à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	17		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGÉ Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles	X	
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

**OBJET : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les travaux provisoires sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz**

**EXPOSE DES MOTIFS :**

L'occupation du domaine public communal par les travaux provisoires sur les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et de gaz donne lieu à versement d'une redevance par le concessionnaire et est établie selon une formule identique pour toutes les collectivités et fixée par les lois et règlements.

Depuis 2015, il appartient au Conseil Municipal de prendre une délibération qui instaure le principe de la perception d'une redevance et qui prévoit une formule dans la limite du plafond défini par les textes.

Les formules, telles qu'issues du décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, sont les suivantes :

**Redevance pour les chantiers sur les ouvrages de transport électrique =  $0,35 \times Lt$**   
**Redevance pour les chantiers sur les ouvrages de distribution électrique =**  
**[Redevance d'occupation pour les ouvrages de distribution et de distribution**  
**d'électricité] / 10**  
**Redevance pour les chantiers sur les ouvrages de transport et de distribution du**  
**gaz =  $0,35 \times L$**

*\* Lt = linéaire (en m) des ouvrages de transport d'électricité installées et remplacées sur le domaine public communal, et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.*

*L = longueur (en m) des canalisations de transport ou de distribution de gaz construites ou renouvelées et mises en gaz l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due*

Il résulte de ces formules que seuls les chantiers sur les ouvrages de transport électrique et ceux sur les ouvrages de transport et de distribution du gaz dépendent du linéaire de réseau installé ou renouvelé.

Pour les chantiers sur les ouvrages de distribution électrique, la redevance est due nonobstant la durée ou la taille du chantier.

**CADRE JURIDIQUE :**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;

Vu les articles R. 2333-105-1 et R. 2333-114-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°202003050011 du 5 mars 2020 portant instauration de principe de la redevance réglementée pour chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de distribution de gaz ;

Considérant que l'occupation du domaine public communal par les chantiers provisoires sur les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et de gaz donne lieu à versement de redevances en fonction des formules susmentionnées ;

Considérant qu'il convient d'élargir le champ et de clarifier la délibération du 5 mars 2020 ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET  
EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,**

**DECIDE**

**Article 1er :** D'abroger la délibération du Conseil Municipal n°202003050011 du 5 mars 2020.

**Article 2 :** D'instaurer la redevance d'occupation du domaine public par les chantiers provisoires sur les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

**Article 3 :** De fixer le montant des redevances pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon les règles de valorisation exposées ci-dessus et dans le décret susvisé, après avoir constaté les chantiers éligibles à la redevance.

**Article 4 :** De préciser que le calcul de la redevance pour les chantiers sur les ouvrages de distribution électrique sera basé et indexé sur la redevance pour les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité tel que défini par délibération du Conseil Municipal.

**Article 5 :** De charger Madame le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recette, conformément à la formule présentée et en application de l'article L. 2322-4 du code général de la propriété des personnes publiques

**Article 6 :** D'inscrire la recette correspondante annuellement.

**Article 7 :** De préciser que cette redevance est due chaque année à la commune sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau.

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,  
Christelle GUIONIE,  
Maire,**

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,  
Maire,

